

Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 12 décembre 2014

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Postes vacants, moyenne de trois mois se terminant en septembre 2014	2
Les entreprises canadiennes ont déclaré 243 000 postes vacants en septembre, soit un nombre presque inchangé par rapport à 12 mois plus tôt. Il y avait 5,6 chômeurs pour chaque poste vacant, en baisse par rapport aux 6,0 enregistrés en septembre 2013.	
Bilan des investissements internationaux du Canada, troisième trimestre de 2014	12
Le bilan net des investissements internationaux du Canada a augmenté de 94,5 milliards de dollars au troisième trimestre, ce qui signifiait un retour à une position d'actif net de 25,6 milliards de dollars, après avoir affiché une position d'endettement étranger net au deuxième trimestre. Le changement rendait compte essentiellement de l'affaiblissement du dollar canadien, qui a fait augmenter la valeur de l'actif international du Canada.	
Approvisionnement et demande d'énergie, 2013	18
Ciment, octobre 2014	20
Ventes de véhicules automobiles neufs, octobre 2014	21
Enquête sur le service téléphonique résidentiel, 2013	22
Nouveaux produits et études	23
Calendrier des communiqués : 15 au 19 décembre 2014	24



Communiqués

Postes vacants, moyenne de trois mois se terminant en septembre 2014

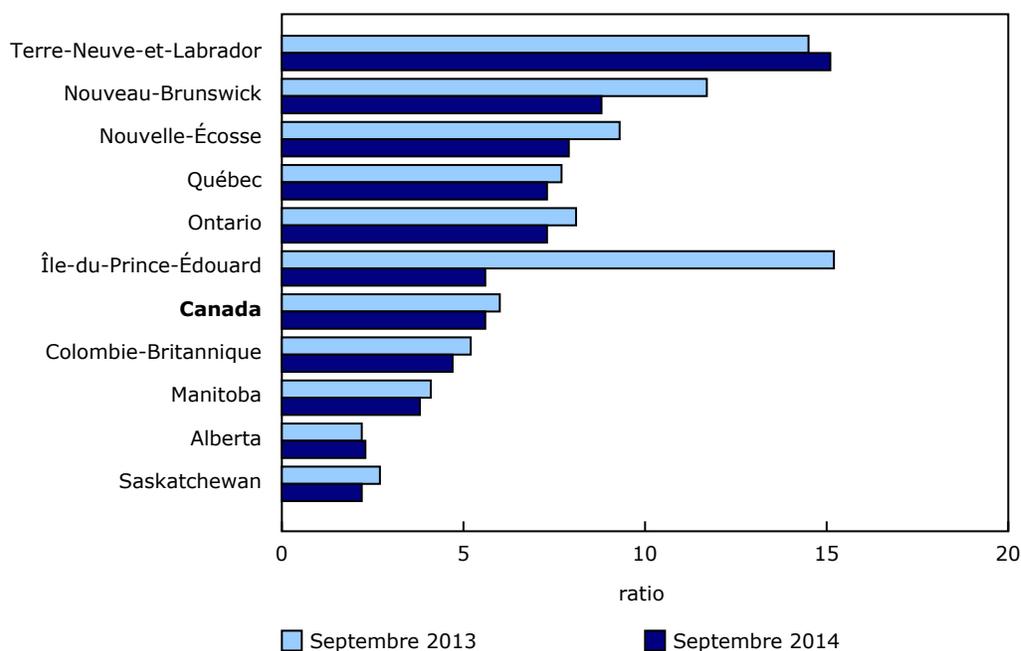
Les entreprises canadiennes ont déclaré 243 000 postes vacants en septembre, soit un nombre presque inchangé par rapport à 12 mois plus tôt. Il y avait 5,6 chômeurs pour chaque poste vacant, en baisse par rapport aux 6,0 enregistrés en septembre 2013.

Le ratio chômeurs-postes vacants diminue au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard

Au Nouveau-Brunswick, le ratio a diminué pour passer de 11,7 à 8,8 au cours des 12 mois ayant pris fin en septembre, le nombre de chômeurs ayant connu une baisse dans la province.

Graphique 1

Ratio chômeurs-postes vacants, tous les chômeurs, par province, moyenne de trois mois, septembre 2013 et septembre 2014



Source(s) : Tableau CANSIM 284-0003.

À l'Île-du-Prince-Édouard, il y avait 5,6 chômeurs par poste vacant, soit moins que le ratio de 15,2 observé en septembre 2013. La baisse du ratio est le résultat de la diminution du nombre de chômeurs et de l'augmentation du nombre de postes vacants dans la province (voir la section « Qualité des données » dans la note aux lecteurs).

Dans les autres provinces, les ratios chômeurs-postes vacants ont peu varié par rapport à septembre 2013.

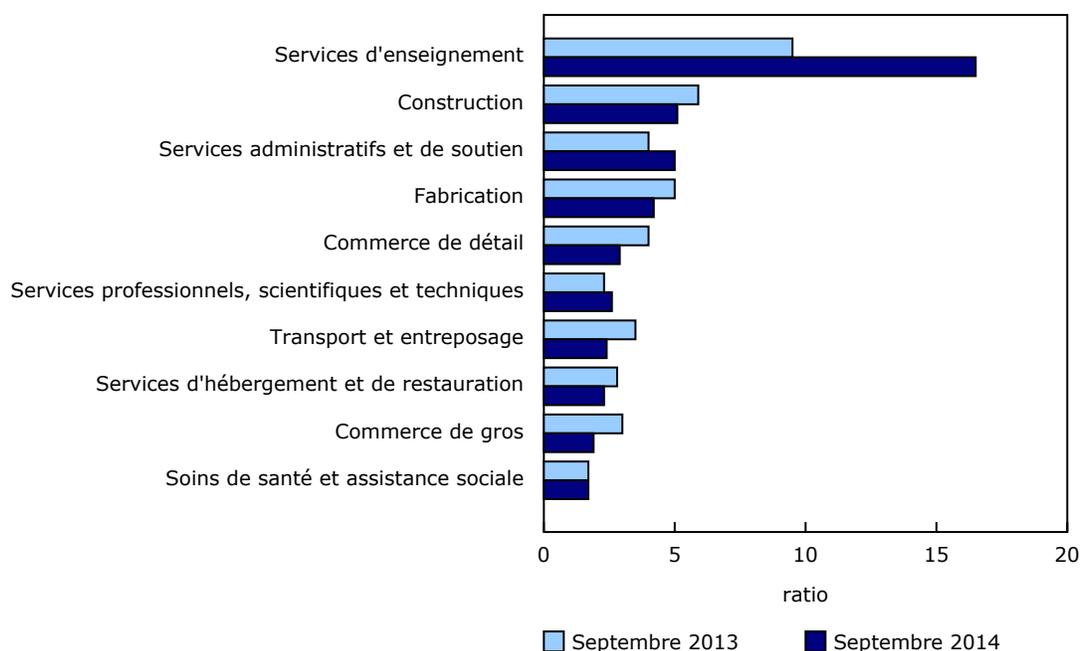
Ratio par secteur d'activité

L'analyse du ratio chômeurs-postes vacants selon le secteur d'activité se limite aux personnes qui ont travaillé au cours des 12 mois précédents, car les données sur le chômage par secteur ne sont disponibles que pour ce groupe.

Parmi les principaux secteurs d'activité, celui des services d'enseignement comptait le nombre le plus élevé de chômeurs pour chaque poste vacant en septembre, en raison de la hausse habituelle du nombre de chômeurs dans ce secteur au cours des mois d'été. Le ratio était de 16,5 en septembre 2014, en hausse par rapport à celui de 9,5 observé en septembre 2013, le nombre de postes vacants ayant diminué dans ce secteur.

Graphique 2

Ratio chômeurs-postes vacants par principaux secteurs d'activité, chômeurs ayant travaillé au cours des 12 mois précédents, moyenne de trois mois, septembre 2013 et septembre 2014



Source(s) : Tableau CANSIM 284-0003.

Le ratio chômeurs-postes vacants dans le commerce de détail a diminué pour passer de 4,0 à 2,9 au cours des 12 mois ayant pris fin en septembre 2014, en raison de l'augmentation du nombre de postes vacants dans ce secteur.

Dans le secteur du transport et de l'entreposage, le ratio était de 2,4 en septembre, soit moins que celui de 3,5 observé en septembre 2013. La diminution du ratio était attribuable à la hausse du nombre de postes vacants dans ce secteur.

Le secteur des services d'hébergement et de restauration a enregistré une diminution du ratio, lequel est passé de 2,8 en septembre 2013 à 2,3 en septembre 2014.

Le commerce de gros affichait un ratio de 1,9 chômeur pour chaque poste vacant en septembre, en baisse par rapport à celui de 3,0 enregistré 12 mois plus tôt, le nombre de postes vacants dans ce secteur ayant augmenté.

Parmi les secteurs d'activité moins grands, le ratio dans le secteur des arts, des spectacles et des loisirs a diminué pour passer de 7,8 en septembre 2013 à 5,5 en septembre 2014. Le ratio chômeurs-postes vacants dans le secteur de l'information et de la culture a augmenté pour passer de 1,7 à 2,6 au cours de la même période, en raison de la baisse du nombre de postes vacants dans ce secteur.

Le ratio a peu varié dans les autres secteurs d'activité.

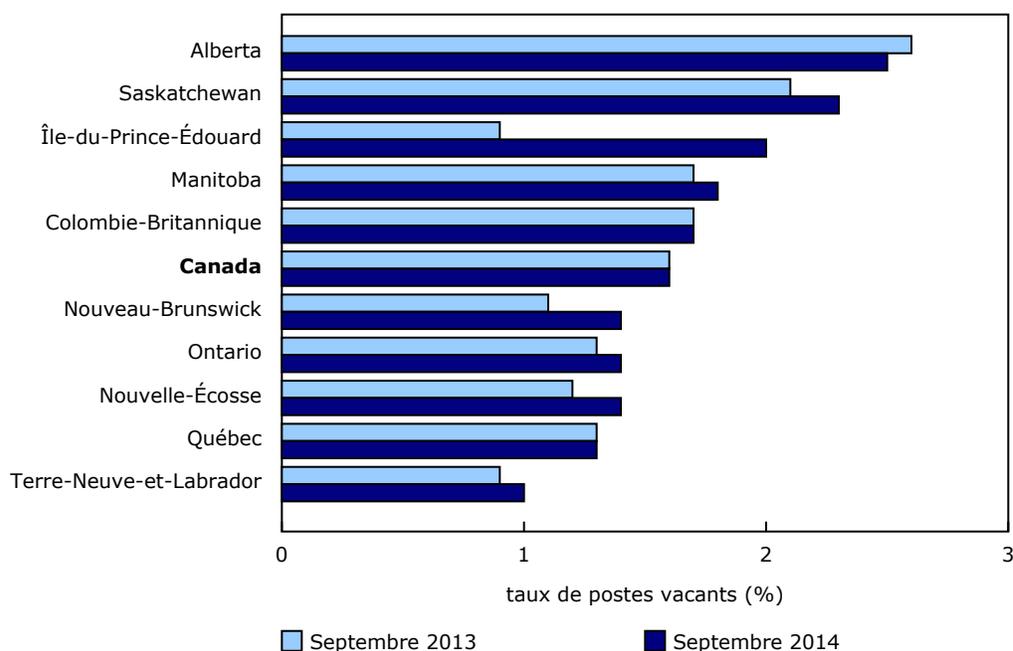
Taux de postes vacants

Les données de cette enquête servent également à calculer le taux de postes vacants. Ce taux représente le nombre de postes vacants divisé par la demande de travail totale, c'est-à-dire la somme des postes occupés et des postes vacants. Il correspond à la proportion des postes inoccupés par rapport à l'ensemble des postes salariés disponibles. Des taux de postes vacants élevés sont souvent associés à des périodes de croissance économique, alors que de faibles taux peuvent être associés à des périodes de ralentissement de la croissance ou de repli économique.

En septembre, le taux national de postes vacants dans les entreprises canadiennes s'est établi à 1,6 %, soit un taux inchangé par rapport à 12 mois plus tôt.

Graphique 3

Taux de postes vacants, par province, moyenne de trois mois, septembre 2013 et septembre 2014



Source(s) : Tableau CANSIM 284-0001.

À l'échelle provinciale, l'Île-du-Prince-Édouard a été la seule province à enregistrer une variation notable du taux de postes vacants au cours des 12 mois ayant pris fin en septembre. Au cours de cette période, le taux dans cette province a augmenté, passant de 0,9 % à 2,0 %.

Taux de postes vacants par secteur

Par rapport à 12 mois plus tôt, le taux de postes vacants a diminué dans quatre secteurs d'activité, il a augmenté dans trois secteurs, et il a peu varié dans les autres.

Le taux de postes vacants dans le secteur de l'information et de la culture a diminué, passant de 2,8 % à 1,9 % au cours des 12 mois se terminant en septembre. Ce secteur comptait 6 300 postes vacants en septembre 2014.

Les services administratifs et de soutien affichaient un taux de 1,5 % en septembre, en baisse par rapport au taux de 1,9 % observé un an plus tôt. Ce secteur comptait 12 000 postes vacants en septembre.

Au cours de la période de 12 mois se terminant en septembre, le taux de postes vacants a diminué pour passer de 1,1 % à 0,6 % dans les services d'enseignement ainsi que dans les services publics.

Dans le secteur du transport et de l'entreposage, le taux de postes vacants a augmenté, passant de 1,5 % à 2,2 % au cours de la période de 12 mois, et le secteur comptait 16 000 postes vacants. Dans le commerce de détail, le taux a augmenté pour passer de 1,3 % à 1,6 %, le secteur comptant 33 000 postes vacants en septembre. Dans le commerce de gros, le taux a augmenté, passant de 1,1 % à 1,5 %, et ce secteur comptait 12 000 postes vacants.

Note aux lecteurs

Les estimations sur les postes vacants sont recueillies dans le cadre de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises (ERE), une enquête mensuelle. Depuis le mois de référence de janvier 2011, deux questions supplémentaires sont posées dans l'ERE, qui constitue le volet d'enquête de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail. Ces questions visent à déterminer s'il y avait des postes vacants le dernier jour ouvrable du mois et, le cas échéant, le nombre de ces postes.

La population cible est semblable à celle de l'ERE et comprend tous les employeurs du Canada, sauf ceux dont l'activité principale relève des secteurs de l'agriculture, de la pêche et du piégeage, des services aux ménages privés, des organismes religieux et du personnel militaire des services de la défense. Les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales sont également exclues, ce qui n'est pas le cas dans l'ERE.

Dans chaque communiqué, les estimations pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision. Les estimations du mois précédent ont été révisées. Les utilisateurs sont invités à demander et à utiliser les estimations les plus à jour pour chaque mois.

Qualité des données

Les estimations sur les postes vacants aussi bien que celles sur le chômage sont fondées sur des échantillons, et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. Les estimations visant les régions géographiques et les branches d'activité affichant un plus petit nombre de postes vacants ou de chômeurs sont sujettes à une variabilité d'échantillonnage plus importante.

Pour tenir compte de la variabilité d'échantillonnage, les différences entre les estimations sont présentées dans cette analyse uniquement lorsqu'elles sont statistiquement significatives à un intervalle de confiance de 68 %.

Les estimations des postes vacants, de la demande de travail et du chômage ainsi que les taux connexes ne sont pas désaisonnalisés, de sorte que les comparaisons ne devraient être faites que d'une année à l'autre. Étant donné qu'il s'agit d'une série de données relativement nouvelle, les tendances ne sont pas encore disponibles; par conséquent, ces données doivent être interprétées avec prudence.

Toutes les estimations sont fondées sur des moyennes mobiles de trois mois. Ainsi, les estimations du mois courant sont fondées sur la moyenne des estimations du mois courant et des deux mois précédents.

Définitions

Postes vacants : Un poste est considéré comme « vacant » s'il satisfait aux trois conditions suivantes : il existe un poste précis, le travail pourrait débuter dans les 30 jours et l'employeur cherche activement des employés hors de l'organisation pour doter ce poste.

Demande de travail : La demande de travail totale correspond à la somme de la demande de travail satisfaite (postes salariés occupés) et de la demande de travail insatisfaite (postes vacants).

Principaux secteurs d'activité : Il s'agit des secteurs affichant les effectifs les plus importants de salariés pour lesquels des données publiables sur les postes vacants sont disponibles.

Taux de postes vacants : Le taux de postes vacants correspond au nombre de postes vacants divisé par la demande de travail totale, c'est-à-dire la somme des postes vacants et des postes occupés.

Ratios chômeurs-postes vacants

Tous les chômeurs : Le ratio chômeurs-postes vacants pour tous les chômeurs correspond au nombre total de chômeurs, peu importe leur expérience antérieure de travail, selon les données de l'Enquête sur la population active (EPA), divisé par le nombre de postes vacants. Ce ratio indique le nombre de chômeurs disponibles pour chaque poste vacant et constitue une mesure de la tension sur le marché du travail.

Par secteur : Pour chaque secteur, le ratio correspond au nombre de chômeurs ayant travaillé dans le secteur au cours des 12 mois précédents, selon les données de l'EPA, divisé par le nombre de postes vacants dans le même secteur. Sont exclus les nouveaux arrivants sur le marché du travail, de même que les chômeurs qui n'ont pas travaillé au cours des 12 mois précédents. Les données sur le chômage par secteur ne sont disponibles que pour les personnes qui ont travaillé au cours des 12 mois précédents.

L'utilisation des estimations visant le secteur du dernier emploi occupé par le chômeur ne signifie pas que le chômeur en question a continué de chercher du travail dans ce secteur. Ce ratio indique le nombre de chômeurs dont le dernier emploi se trouvait dans le secteur en question pour chaque poste vacant dans ce secteur. Il constitue une mesure de la tension sur le marché du travail dans ce secteur.

Tableau 1
Nombre de chômeurs, nombre de postes vacants et ratio chômeurs-postes vacants, par province et territoire

	Moyenne de trois mois se terminant en septembre 2013			Moyenne de trois mois se terminant en septembre 2014			Septembre 2013 à septembre 2014		
	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants
	milliers		ratio	milliers		ratio	variation en milliers		variation
Canada	1 386,2	230,8	6,0	1 362,5	242,9	5,6	-23,7	12,1	-0,4
Terre-Neuve-et-Labrador	25,5	1,8	14,5	30,2	2,0	15,1	4,7	0,2	0,6
Île-du-Prince-Édouard	8,0	0,5	15,2 ^E	6,6	1,2 ^E	5,6 ^E	-1,4	0,7	-9,6
Nouvelle-Écosse	42,5	4,6	9,3	42,9	5,4	7,9	0,4	0,8	-1,4
Nouveau-Brunswick	39,1	3,3	11,7	35,3	4,0	8,8	-3,8	0,7	-2,9
Québec	329,2	42,7	7,7	326,7	44,5	7,3	-2,5	1,8	-0,4
Ontario	591,6	73,3	8,1	581,1	79,4	7,3	-10,5	6,1	-0,8
Manitoba	39,6	9,7	4,1	39,7	10,3	3,8	0,1	0,6	-0,3
Saskatchewan	26,1	9,6	2,7	23,3	10,6	2,2	-2,8	1,0	-0,5
Alberta	111,9	52,0	2,2	117,2	50,9	2,3	5,3	-1,1	0,1
Colombie-Britannique	167,6	32,4	5,2	155,1	33,1	4,7	-12,5	0,7	-0,5
Yukon	0,9	0,3	2,5 ^E	0,6	0,6	1,0 ^E	-0,3	0,3	-1,5
Territoires du Nord-Ouest	2,1	0,5	4,7 ^E	1,8	F	F	-0,3	F	F
Nunavut	2,1	0,1 ^E	17,6 ^E	2,1	0,1 ^E	20,8 ^E	0,0	0,0	3,2

^E à utiliser avec prudence

^F trop peu fiable pour être publié

Note(s) : Le nombre de chômeurs ainsi que le ratio comprennent tous les chômeurs, peu importe leur expérience de travail antérieure.

Source(s) : Tableau de CANSIM [284-0003](#).

Tableau 2
Nombre de chômeurs, nombre de postes vacants, et ratio chômeurs-postes vacants, par secteur

	Moyenne de trois mois se terminant en septembre 2013			Moyenne de trois mois se terminant en septembre 2014			Septembre 2013 à septembre 2014		
	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs- postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs- postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs- postes vacants
	milliers		ratio	milliers		ratio	variation en milliers		variation
Tous les chômeurs¹	1 386,2	230,8	6,0	1 362,5	242,9	5,6	-23,7	12,1	-0,4
Chômeurs ayant travaillé au cours des 12 mois précédents pour tous les secteurs	804,0	230,8	3,5	777,0	242,9	3,2	-27,0	12,1	-0,3
Foresterie, exploitation et soutien	4,7	F	F	5,8	F	F	1,1	F	F
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	13,9	3,5	4,0	16,1	3,6 ^E	4,5 ^E	2,2	0,1	0,5
Services publics	2,9 ^E	1,3	F	2,3 ^E	0,7	3,4 ^E	-0,6	-0,6	F
Construction	82,7	14,1	5,9	75,6	14,9	5,1	-7,1	0,8	-0,8
Fabrication	85,9	17,1	5,0	77,3	18,3	4,2	-8,6	1,2	-0,8
Commerce de gros	25,6	8,6	3,0	22,0	11,8	1,9	-3,6	3,2	-1,1
Commerce de détail	98,5	24,8	4,0	95,8	32,5	2,9	-2,7	7,7	-1,1
Transport et entreposage	37,3	10,7	3,5	37,9	16,1	2,4 ^E	0,6	5,4	-1,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	15,7	9,4	1,7	16,4	6,3	2,6	0,7	-3,1	0,9
Finance et assurances	20,8	9,0	2,3	19,9	7,5	2,7	-0,9	-1,5	0,4
Services immobiliers, de location et de location à bail	7,2	2,9 ^E	2,5 ^E	9,6	3,1	3,1 ^E	2,4	0,2	0,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	45,8	19,9	2,3	46,7	18,1	2,6	0,9	-1,8	0,3
Gestion de sociétés et d'entreprises	..	2,3 ^E	F	F	..
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	62,2	15,7	4,0	59,6	11,9	5,0	-2,6	-3,8	1,0
Services d'enseignement	108,1	11,3 ^E	9,5 ^E	101,9	6,2	16,5	-6,2	-5,1	7,0
Soins de santé et assistance sociale	54,5	32,0	1,7	55,3	33,0	1,7	0,8	1,0	0,0
Arts, spectacles et loisirs	26,5	3,4	7,8	24,9	4,5 ^E	5,5 ^E	-1,6	1,1	-2,3
Services d'hébergement et de restauration	80,7	28,5	2,8	74,8	32,5	2,3	-5,9	4,0	-0,5
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	22,8	10,1	2,2 ^E	27,8	13,7	2,0	5,0	3,6	-0,2
Administrations publiques ²	8,0	5,6	1,4	7,3	5,8	1,3	-0,7	0,2	-0,1

.. indisponible pour une période de référence précise

E à utiliser avec prudence

F trop peu fiable pour être publié

1. Pour tous les chômeurs, le nombre de chômeurs ainsi que le ratio comprennent tous les chômeurs, peu importe leur expérience de travail antérieure.

2. Ne comprend pas l'administration publique fédérale, provinciale ou territoriale.

Note(s) : Le nombre de chômeurs ainsi que le ratio pour « Chômeurs ayant travaillé au cours des 12 mois précédents pour tous les secteurs » et par secteur comprennent uniquement les chômeurs qui ont travaillé au cours des 12 mois précédents.

Source(s) : Tableau de CANSIM [284-0003](#).

Tableau 3
Nombre et taux de postes vacants, par province et territoire

	Moyenne de trois mois se terminant en septembre 2013		Moyenne de trois mois se terminant en septembre 2014		Septembre 2013 à septembre 2014		
	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants
	milliers	%	milliers	%	variation en milliers	variation en %	variation en points de pourcentage
Canada	230,8	1,6	242,9	1,6	12,1	5,2	0,0
Terre-Neuve-et-Labrador	1,8	0,9	2,0	1,0	0,2	11,1	0,1
Île-du-Prince-Édouard	0,5	0,9	1,2 ^E	2,0 ^E	0,7	140,0	1,1
Nouvelle-Écosse	4,6	1,2	5,4	1,4	0,8	17,4	0,2
Nouveau-Brunswick	3,3	1,1	4,0	1,4	0,7	21,2	0,3
Québec	42,7	1,3	44,5	1,3	1,8	4,2	0,0
Ontario	73,3	1,3	79,4	1,4	6,1	8,3	0,1
Manitoba	9,7	1,7	10,3	1,8	0,6	6,2	0,1
Saskatchewan	9,6	2,1	10,6	2,3	1,0	10,4	0,2
Alberta	52,0	2,6	50,9	2,5	-1,1	-2,1	-0,1
Colombie-Britannique	32,4	1,7	33,1	1,7	0,7	2,2	0,0
Yukon	0,3	2,0	0,6	3,3	0,3	100,0	1,3
Territoires du Nord-Ouest	0,5	1,9	F	3,2	F	F	1,3
Nunavut	0,1 ^E	1,2 ^E	0,1 ^E	1,0 ^E	0,0	0,0	-0,2

E à utiliser avec prudence

F trop peu fiable pour être publié

Source(s) : Tableau de CANSIM [284-0001](#).

Tableau 4
Nombre et taux de postes vacants par secteur

	Moyenne de trois mois se terminant en septembre 2013		Moyenne de trois mois se terminant en septembre 2014		Septembre 2013 à septembre 2014		
	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants
	milliers	%	milliers	%	variation en milliers	variation en %	variation en points de pourcentage
Ensemble des secteurs	230,8	1,6	242,9	1,6	12,1	5,2	0,0
Foresterie, exploitation et soutien	F	F	F	F	F	F	F
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	3,5	1,5	3,6 ^E	1,5 ^E	0,1	2,9	0,0
Services publics	1,3	1,1	0,7	0,6	-0,6	-46,2	-0,5
Construction	14,1	1,4	14,9	1,4	0,8	5,7	0,0
Fabrication	17,1	1,1	18,3	1,2	1,2	7,0	0,1
Commerce de gros	8,6	1,1	11,8	1,5	3,2	37,2	0,4
Commerce de détail	24,8	1,3	32,5	1,6	7,7	31,0	0,3
Transport et entreposage	10,7	1,5	16,1	2,2	5,4	50,5	0,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	9,4	2,8	6,3	1,9	-3,1	-33,0	-0,9
Finance et assurances	9,0	1,3	7,5	1,0	-1,5	-16,7	-0,3
Services immobiliers, de location et de location à bail	2,9 ^E	1,0 ^E	3,1	1,1	0,2	6,9	0,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	19,9	2,4	18,1	2,1	-1,8	-9,0	-0,3
Gestion de sociétés et d'entreprises	2,3 ^E	2,1 ^E	F	F	F	F	F
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	15,7	1,9	11,9	1,5	-3,8	-24,2	-0,4
Services d'enseignement	11,3 ^E	1,1	6,2	0,6	-5,1	-45,1	-0,5
Soins de santé et assistance sociale	32,0	1,8	33,0	1,8	1,0	3,1	0,0
Arts, spectacles et loisirs	3,4	1,2	4,5 ^E	1,5 ^E	1,1	32,4	0,3
Services d'hébergement et de restauration	28,5	2,3	32,5	2,5	4,0	14,0	0,2
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	10,1	1,8	13,7	2,4	3,6	35,6	0,6
Administrations publiques ¹	5,6	1,1	5,8	1,2	0,2	3,6	0,1

E à utiliser avec prudence

F trop peu fiable pour être publié

1. Ne comprend pas l'administration publique fédérale, provinciale ou territoriale.

Source(s) : Tableau de CANSIM 284-0001.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [284-0001](#) et [284-0003](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5202](#).

La diffusion des données d'octobre 2014 sur les postes vacants aura lieu le 20 janvier 2015.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Emmanuelle Bourbeau au 613-951-3007 (emmanuelle.bourbeau@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Bilan des investissements internationaux du Canada, troisième trimestre de 2014

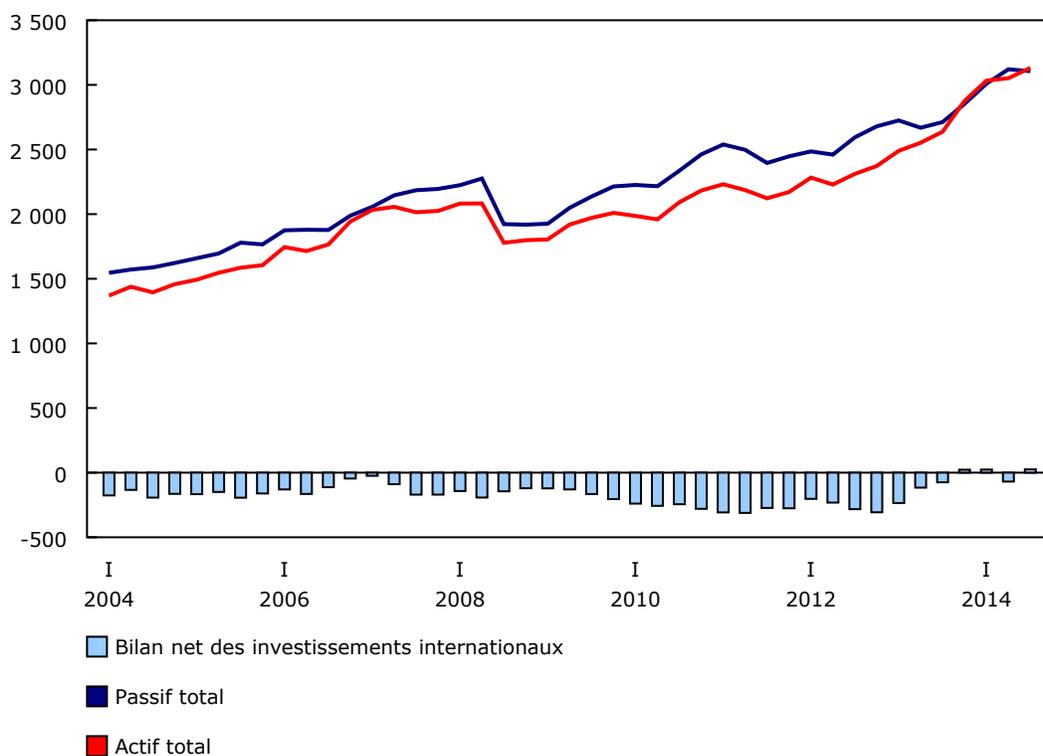
Le bilan net des investissements internationaux du Canada a augmenté de 94,5 milliards de dollars au troisième trimestre, ce qui signifiait un retour à une position d'actif net de 25,6 milliards de dollars, après avoir affiché une position d'endettement étranger net au deuxième trimestre. Le changement rendait compte essentiellement de l'affaiblissement du dollar canadien, qui a fait augmenter la valeur de l'actif international du Canada.

Géographiquement, la variation du bilan net des investissements du Canada au troisième trimestre a été formée d'une réduction de la position d'endettement étranger net avec les États-Unis et d'une augmentation de la position d'actif étranger net avec l'ensemble des autres pays.

Depuis la fin de 2012, le bilan net des investissements internationaux du Canada a généralement suivi une tendance à la hausse, qui a culminé avec l'émergence d'une position d'actif net au quatrième trimestre de 2013. L'effet de réévaluation d'un dollar canadien généralement plus faible sur cette période ainsi que les gains en capital relativement plus fort sur l'actif que sur le passif international ont contribué à cette tendance.

Graphique 1 Bilan des investissements internationaux du Canada

milliards de dollars



Source(s) : Tableau CANSIM 376-0142.

L'actif international progresse en raison de l'affaiblissement du dollar canadien

L'actif international du Canada a progressé de 79,7 milliards de dollars pour atteindre 3 131,4 milliards de dollars au troisième trimestre. La progression rendait compte surtout de l'effet que la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu sur l'actif international du Canada en devises étrangères. Environ la moitié de cet actif est constitué d'investissements aux États-Unis, et le dollar canadien s'est déprécié de 4,7 % par rapport au dollar américain au cours du trimestre. Ces hausses de l'actif international ont été ralenties par l'incidence de l'appréciation du dollar par rapport à l'euro (+3,3 %), au yen japonais (+3,1 %) et à la livre sterling (+0,6 %).

Le passif international diminue, reflet d'un affaiblissement du cours des actions canadiennes

Le passif international du Canada a diminué de 14,9 milliards de dollars pour s'établir à 3 105,9 milliards de dollars au troisième trimestre. La baisse était surtout attribuable à la diminution des avoirs en actions canadiennes détenus par les investisseurs étrangers, en raison d'un affaiblissement du marché boursier canadien. Le changement a été tempéré par l'effet de la dépréciation du dollar canadien sur le passif libellé en dollars américains, combiné à des investissements étrangers de 34,4 milliards de dollars au Canada au troisième trimestre.

La position d'actif étranger net en investissements directs augmente

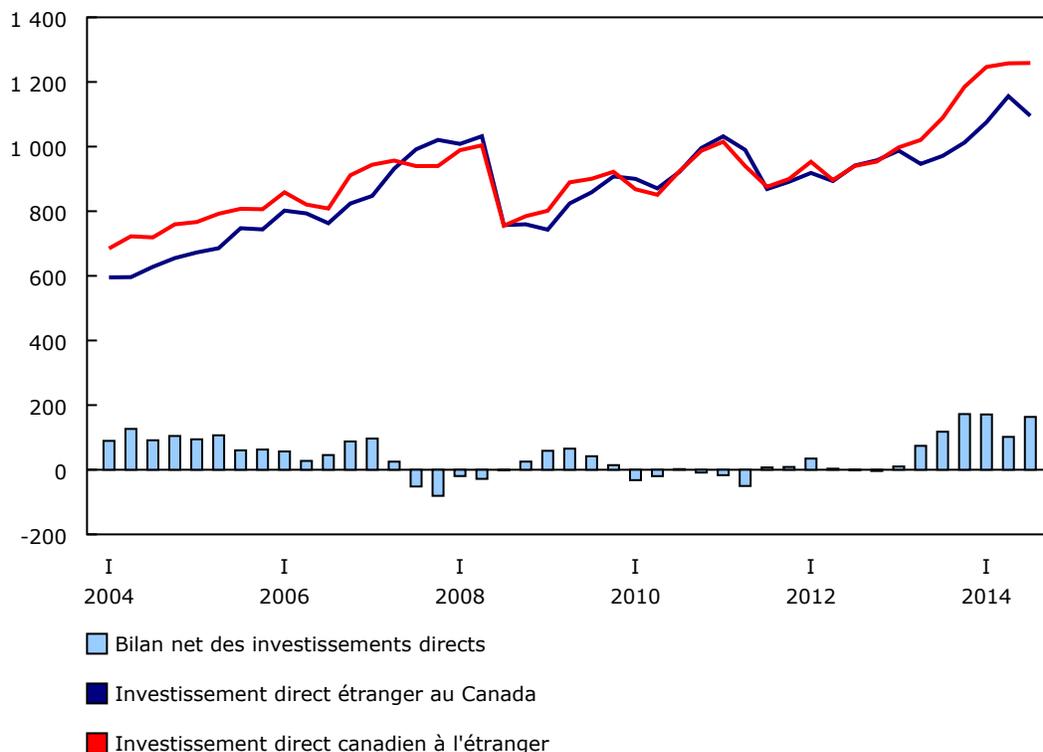
Les investissements directs ont représenté la plus forte proportion de la variation du bilan des investissements internationaux du Canada au troisième trimestre. Le bilan de l'actif net en investissements directs était en hausse de 61,9 milliards de dollars, atteignant 163,5 milliards de dollars.

Les investissements directs étrangers au Canada ont diminué de 60,8 milliards de dollars pour se fixer à 1 095,2 milliards de dollars. Il s'agissait de la première baisse de ce genre depuis le deuxième trimestre de 2013, et elle reflétait l'effet de réévaluation négatif de la baisse des prix du cours des actions canadiennes. Les flux d'investissements directs étrangers au cours du trimestre ont modéré la diminution globale.

Parallèlement, les investissements directs canadiens à l'étranger étaient essentiellement inchangés, s'étant établis à 1 258,7 milliards de dollars, après avoir enregistré des augmentations au cours des huit trimestres précédents.

Graphique 2 Bilan des investissements directs

milliards de dollars



Source(s) : Tableau CANSIM 376-0142.

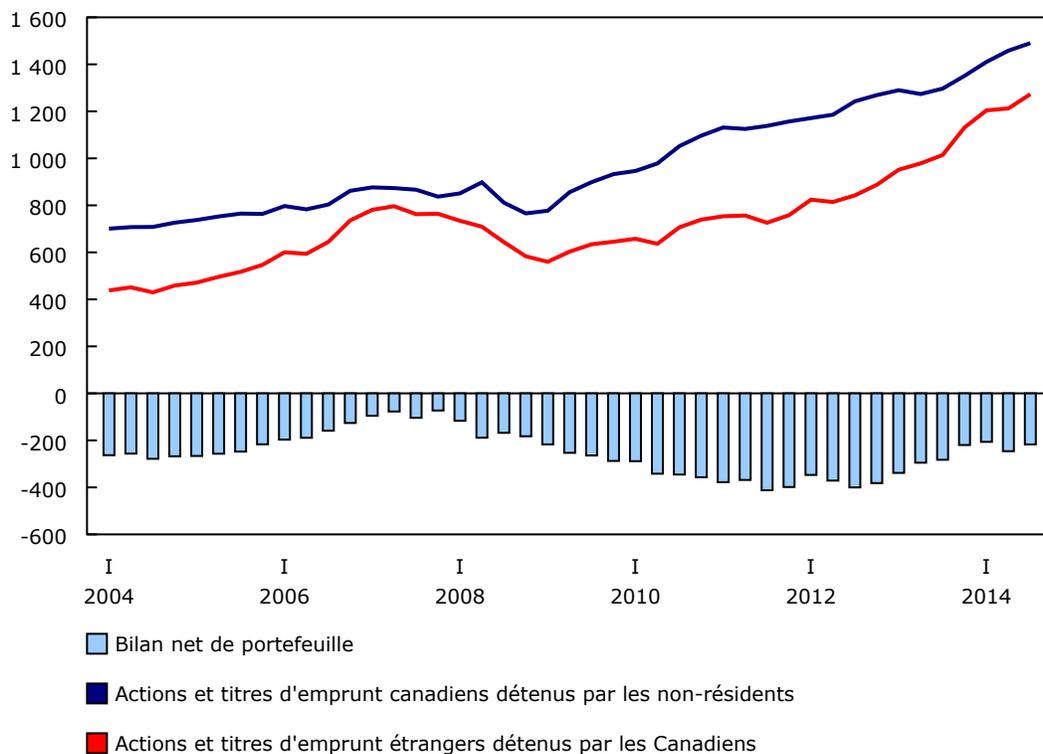
Le passif international net en placements de portefeuille diminuée

Les avoirs canadiens en titres étrangers ont progressé de 60,8 milliards de dollars pour atteindre 1 273,1 milliards de dollars au troisième trimestre. Cette hausse était principalement attribuable à une reprise des acquisitions de titres étrangers par les investisseurs canadiens ainsi qu'à l'effet d'un dollar américain relativement plus rigoureux.

Les avoirs en titres canadiens des investisseurs étrangers ont crû de 32,0 milliards de dollars pour atteindre 1 490,2 milliards de dollars. L'augmentation était formée d'acquisitions étrangères de titres canadiens, surtout du secteur des entreprises, ainsi que de l'effet de la réévaluation à la hausse de la dépréciation du dollar canadien sur les titres d'emprunt du Canada libellés en dollars américains. Un repli du cours des actions canadiennes a ralenti l'augmentation au cours du trimestre. Le résultat d'ensemble a été une diminution de la position d'endettement net des investissements internationaux en valeurs mobilières.

Graphique 3 Bilan des investissements de portefeuille

milliards de dollars



Source(s) : Tableau CANSIM 376-0142.

Note aux lecteurs

La principale mesure des comptes du bilan des investissements internationaux intègre désormais la comptabilisation à la valeur au marché des titres négociables et du capital-actions des investissements directs étrangers. Cette présentation ajoute une nouvelle dimension à l'analyse du bilan net des investissements internationaux du Canada et reflète plus fidèlement l'évolution de cette position. Le bilan des investissements internationaux à la valeur comptable reste disponible, étant donné que le communiqué sur les investissements directs étrangers annuels comprend les détails par région géographique et par branche d'activité. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez consulter la section intitulée [Évaluation de l'actif et du passif](#).

Évaluation monétaire

On convertit en dollars canadiens la valeur de l'actif et du passif exprimée en devises étrangères à la fin de chaque période de calcul du bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié du passif international du pays est exprimé en devises étrangères. Si le dollar canadien s'apprécie, la réévaluation de l'actif et du passif en dollars canadiens dégage une valeur moindre. Le contraire se vérifie si le dollar canadien est en dévalorisation.

Changement aux pratiques de révisions annuelles

Le Système canadien des comptes macroéconomiques met en œuvre une nouvelle politique de révision. Les révisions annuelles pour le Bilan des investissements internationaux du Canada, qui ont une incidence sur les trois années civiles les plus récentes, auront lieu en décembre plutôt qu'en juin, comme cela se faisait précédemment. Pour en savoir davantage à ce sujet, consultez [Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens \(13-605-X\)](#).

Définitions

Le **bilan des investissements internationaux** présente la valeur et la composition de l'actif et du passif du Canada par rapport au reste du monde.

Le **bilan net des investissements internationaux** du Canada est la différence entre cet actif étranger et ce passif.

L'excédent du passif international sur l'actif se traduit par une position **d'endettement international net** du Canada.

L'excédent de l'actif international sur le passif est appelé « **actif international net** du Canada ».

Tableau 1
Bilan des investissements internationaux du Canada en fin de période

	Troisième trimestre de 2013	Quatrième trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2014	Deuxième trimestre au troisième trimestre de 2014
	milliards de dollars					différence en milliards de dollars
Actif	2 637,5	2 875,4	3 033,0	3 051,7	3 131,4	79,7
Investissements directs canadiens à l'étranger	1 088,8	1 184,9	1 246,5	1 257,7	1 258,7	1,0
Investissements de portefeuille canadien	1 014,0	1 131,1	1 204,1	1 212,3	1 273,1	60,8
Titres d'emprunt étrangers	199,3	223,4	244,0	239,3	259,4	20,2
Marché monétaire étranger	4,5	5,0	5,1	6,4	4,4	-2,0
Obligations étrangères	194,8	218,4	238,9	232,9	255,0	22,2
Actions étrangères et parts de fonds d'investissement	814,7	907,7	960,1	973,0	1 013,7	40,7
Réserves officielles internationales	73,6	76,5	84,5	81,0	82,5	1,6
Autre investissement canadien	461,1	482,9	497,8	500,9	517,1	16,2
Prêts	140,7	144,4	147,1	155,3	167,4	12,1
Devises et dépôts	249,6	269,3	280,8	276,1	279,3	3,2
Autres actifs	70,8	69,2	69,9	69,5	70,4	0,9
Passif	2 712,0	2 852,7	3 008,9	3 120,7	3 105,9	-14,9
Investissements directs étrangers au Canada	971,1	1 012,6	1 075,4	1 156,0	1 095,2	-60,8
Investissements de portefeuille à l'étranger	1 296,6	1 351,0	1 410,4	1 458,2	1 490,2	32,0
Titres d'emprunt canadiens	850,0	863,3	889,7	898,5	925,7	27,3
Marché monétaire canadien	88,4	80,5	76,7	82,4	80,9	-1,5
Obligations canadiennes	761,6	782,8	813,0	816,0	844,8	28,8
Actions canadiennes et parts de fonds d'investissement	446,6	487,7	520,7	559,7	564,5	4,8
Autre investissement étranger	444,3	489,1	523,2	506,5	520,4	13,9
Emprunts	75,0	75,0	73,2	70,2	72,0	1,8
Devises et dépôts	340,2	385,1	419,3	406,2	418,3	12,2
Droits de tirage spéciaux	9,4	9,8	10,2	9,9	10,0	0,1
Autres passifs	19,6	19,2	20,5	20,3	20,2	-0,1
Bilan net des investissements internationaux	-74,5	22,7	24,0	-69,0	25,6	94,5

Source(s) : Tableau CANSIM [376-0142](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [376-0059](#) et [376-0141](#) à [376-0144](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [1534](#) et [1537](#).

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marie-Josée Lamontagne au 613-951-5179 (marie-josée.lamontagne@statcan.gc.ca), Division du commerce et des comptes internationaux.

Approvisionnement et demande d'énergie, 2013

La production d'énergie primaire au Canada a augmenté de 3,3 % en 2013 pour s'établir à 17 912 pétajoules. Cette hausse a fait suite à une augmentation de 3,4 % enregistrée en 2012.

Un pétajoule équivaut à peu près à l'énergie requise pour faire fonctionner le métro de Montréal pendant une année.

Le pétrole brut (44,1 %) représentait la plus forte proportion de production d'énergie primaire au Canada en 2013. Il était suivi du gaz naturel (34,1 %), de l'électricité primaire (9,7 %), du charbon (8,6 %) et des liquides de gaz naturel des usines de gaz (3,5 %).

Il s'agissait de la quatrième année consécutive où le pétrole brut représentait la plus grande part de production d'énergie primaire, devant le gaz naturel.

Augmentation des exportations et baisse des importations

Les exportations d'énergie et de produits énergétiques du Canada ont augmenté de 3,5 % en 2013 pour s'établir à 11 623 pétajoules.

En 2013, 58,7 % de l'énergie primaire produite au Canada était destinée aux marchés d'exportation, surtout aux États-Unis.

Le Canada a exporté 75,0 % de sa production de pétrole brut et 52,4 % de son gaz naturel marchand en 2013.

Les importations d'énergie ont diminué de 9,9 % en 2013 pour s'établir à 3 338 pétajoules. Le pétrole brut représentait 43,9 % des importations, suivi du gaz naturel (31,1 %); ces deux produits représentaient ensemble trois quarts des importations liées à l'énergie.

Augmentation de la consommation d'énergie

La consommation d'énergie du Canada a augmenté de 2,2 % en 2013 pour s'établir à 8 289 pétajoules. La hausse a fait suite à une baisse de 1,5 % enregistrée en 2012.

Pour ce qui est de l'usage énergétique et de l'écoulement final, cinq des six secteurs ont enregistré des hausses, à savoir le secteur de l'administration publique (+6,0 %), le secteur de l'agriculture (+5,0 %), le secteur résidentiel (+4,8 %), le secteur des transports (+2,3 %) et le secteur industriel (+2,1 %). Le seul secteur à avoir affiché un recul dans la consommation d'énergie a été celui des commerces et autres institutions (-1,2 %).

Au sein du secteur industriel, la consommation d'énergie a augmenté dans les industries de l'extraction minière, pétrolière et gazière (+3,5 %), de la fabrication (+1,4 %), et de la foresterie et exploitation forestière et activités de soutien à la foresterie (+0,1 %). La consommation d'énergie a diminué dans l'industrie de la construction (-1,2 %).

La part du secteur des transports en 2013 a continué d'être dominée par la consommation d'énergie de l'industrie des ventes au détail à la pompe (62,6 %), suivie de l'industrie du transport commercial et en commun (16,1 %). L'industrie des pipelines représentait 5,2 % de la consommation d'énergie et celle des sociétés ferroviaires, 3,5 %.

La principale source d'énergie consommée au Canada en 2013 était les produits pétroliers raffinés (38,8 %), suivis du gaz naturel (32,6 %) et de l'électricité (20,9 %).

Évolution de la consommation d'énergie au pays

L'Ontario, l'Alberta et le Québec ont continué de consommer la plus grande part de l'énergie au Canada. En 2013, la consommation combinée de ces trois provinces représentait 75,1 % de la consommation totale d'énergie. L'Alberta a augmenté sa part de consommation d'énergie au Canada depuis 2009.

Comparativement à 2012, la consommation d'énergie a diminué dans quatre provinces en 2013. Les baisses les plus importantes ont été observées au Nouveau-Brunswick (-14,4 %), suivi de l'Île-du-Prince-Édouard (-13,1 %), de Terre-Neuve-et-Labrador (-8,2 %) et de la Nouvelle-Écosse (-3,9 %).

Par ailleurs, la consommation d'énergie a augmenté dans six provinces en 2013, la Saskatchewan (+6,9 %) arrivant en tête, suivie de l'Alberta (+4,4 %), du Manitoba (+2,9 %), de l'Ontario (+2,4 %), de la Colombie-Britannique (+1,5 %) et du Québec (+1,5 %).

Note aux lecteurs

La production d'énergie primaire correspond à la production de pétrole brut, de gaz naturel, d'électricité primaire, de charbon et des liquides de gaz naturel des usines de gaz.

Les données de 2012 ont été révisées.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [128-0012](#) à [128-0014](#) et [128-0016](#) à [128-0018](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [2003](#), [2147](#), [2148](#), [2149](#), [2150](#), [2151](#), [2167](#), [2168](#), [2191](#), [2194](#), [2196](#), [2198](#), [5047](#) et [5168](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Ciment, octobre 2014

Les fabricants canadiens ont produit 1,3 million de tonnes métriques de produits de ciment en octobre, en hausse de 3,9 % par rapport au mois précédent.

Les livraisons totales de production propre ont atteint 1,4 million de tonnes, en hausse de 1,5 %. Les livraisons totales, y compris les importations, ont augmenté de 6,2 % pour atteindre 1,5 million de tonnes.

Note aux lecteurs

Les données révisées de septembre sont également offertes.

Ces données ne sont pas désaisonnalisées.

L'Enquête sur le ciment mesure mensuellement les quantités de ciment intérieur que produisent et expédient les fabricants canadiens. Cette enquête mesure également la répartition géographique des ventes de ciment intérieur et importé ainsi que la quantité de ciment exporté.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [303-0060](#) et [303-0061](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2140](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Ventes de véhicules automobiles neufs, octobre 2014

Il est maintenant possible de consulter les données d'octobre sur les ventes de véhicules automobiles neufs, pour le Canada et les provinces. Cette enquête recueille des chiffres sur les ventes mensuelles (en dollars et en unités) de véhicules automobiles neufs vendus au Canada, selon le genre de véhicule et son origine de manufacture.

Note aux lecteurs

Ces données sont sujettes à révision.

Données offertes dans CANSIM : tableau [079-0003](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2402](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Enquête sur le service téléphonique résidentiel, 2013

Le fichier de microdonnées à grande diffusion de l'Enquête sur le service téléphonique résidentiel (ESTR) de 2013 est maintenant accessible. L'ESTR est un supplément de l'Enquête sur la population active (EPA) et mesure le « taux de pénétration » des services téléphoniques dans les ménages.

En plus de recueillir des renseignements sur les lignes terrestres et les téléphones cellulaires, l'enquête mesure également la proportion de ménages qui utilisent d'autres types de services téléphoniques, comme la voix sur le protocole Internet (VoIP) et le téléphone par câble, ainsi que la proportion de ménages qui utilisent seulement la téléphonie cellulaire, une tendance qui est à la hausse. Le fichier contient de l'information recueillie auprès de plus de 19 000 ménages au Canada.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [4426](#).

Le fichier de microdonnées à grande diffusion *Enquête sur le service téléphonique résidentiel, 2013* ([56M0001X](#)), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Enquête sur le service téléphonique résidentiel, 2013
Numéro au catalogue [56M0001X](#) (CD-ROM)

Calendrier des communiqués : 15 au 19 décembre 2014

(En raison de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
15	Comptes du bilan national et des flux financiers	Troisième trimestre 2014
15	Étude : Immigration, faible revenu et inégalité des revenus au Canada : Quoi de neuf durant les années 2000?	
16	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	Octobre 2014
16	Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Octobre 2014
17	Commerce de gros	Octobre 2014
17	Voyages entre le Canada et les autres pays	Octobre 2014
18	Assurance-emploi	Octobre 2014
18	Étude : Faits nouveaux sur l'accès à un régime de pension au Canada	2012
19	Indice des prix à la consommation	Novembre 2014
19	Commerce de détail	Octobre 2014

Voir aussi le [calendrier de diffusion des principaux indicateurs économiques](#) pour le reste de l'année.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2014. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>